

Nouvelles locales du lundi 26 décembre 2011

@rib News, 26/12/2011 | Justice- Le premier vice-président de la République a tenu une réunion avec les hauts cadres du ministère de la Justice. Les échanges ont porté sur la mise en place de la Commission Vérité et Réconciliation. Le premier vice-président a signifié aux participants que l'organisation, la mission et le fonctionnement de cette commission doivent être bien définis par une loi. Les participants ont quant à eux émis le souhait que cette commission puisse être constituée de Burundais et d'étrangers. Une telle séance sera également organisée dans d'autres ministères.

- Les sages de l'Uprona ont écrit une correspondance au Procureur général de la République au sujet de l'emprisonnement de Manwangari. Zénon Nicayenzi affirme que cet emprisonnement n'a pas suivi les procédures légales : ses enfants ont été emprisonnés à sa place, le fait qu'il soit emprisonné loin de sa famille, et qu'il s'agit d'avoir participé aux incidents de Kumugumya alors qu'il n'était pas là ce jour-là. [Rtr/Bonesha] Politique- Les provinciaux du parti Uprona soutiennent la position des sages du parti sur la question de l'emprisonnement de Manwangari. Selon un communiqué lu par le secrétaire provincial de Bururi, les dirigeants actuels de l'Uprona doivent savoir que le parti de Rwagasore ne sera pas scindé comme ils le veulent. [Rpa] Sécurité - La police affirme que la sécurité est bonne pendant la fête de Noël sur toute l'étendue du territoire national. Mais des incidents ont eu lieu à Kayanza où une fille a été poignardée par une personne qui voulait la violer. La présumée coupable a pris le large mais a vite arrêté quelques minutes après, vers 15 heures. Un autre incident a eu lieu à Giteranyi en province de Muyinga où un homme et sa femme, en train de se quereller, ont péri avec leur enfant qui est mort par la suite. La police les a arrêtés pour procéder à des enquêtes. Même les accidents de roulage n'ont pas été en grand nombre grâce aux mesures préventives qui ont été prises. [Bonesha/Rpa] Droits de l'homme- Explication de la mission et du fonctionnement de la Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme aux représentants de la population en province de Makamba. La séance a vu la participation des membres de cette commission qui ont expliqué son rôle dans un pays comme le Burundi. Après cette réunion, la CNIDH a visité la prison de Rumonge pour se rendre compte de la situation en matière des droits des prisonniers qui prévaut dans cette maison carcérale. Le constat est que les prisonniers sont en surnombre. [Rtnb] Société- La ministre de la Fonction publique Mme Annonciate Sendazirasa affirme que la fête de Noël arrivera alors que tous les fonctionnaires auront déjà touché leur salaire. Il était prévu que même si Noël ils soient tous servis mais à cause des problèmes techniques cela n'est pas possible. [Bonesha] Mais le CONAPES, le principal syndicat des enseignants, se dit inquiet du fait que les annales n'ont pas été incorporées sur le salaire du mois de décembre comme convenus. Ce syndicat ne comprend pas pourquoi l'argent donné par la Hollande pour régler la question des transpositions n'est pas encore octroyé. Les syndicalistes affirment qu'ils n'ont pas dans la pauvreté puisque les prix grimpent du jour au jour alors que les salaires ne suivent pas la même évolution. Ils demandent que l'Etat facilite le processus de distribution des salaires. [Bonesha/Isanganiro]- La fondation Bethel a organisé des cérémonies de Noël pour les enfants de la rue en Mairie de Bujumbura. La présidente de ladite fondation fait savoir que des vivres, des boissons et des vêtements ont été distribués à ces enfants dans le but de partager et fêter Noël avec eux. Ces derniers ont émis le souhait de voir des bienfaiteurs qui les prennent en charge pour qu'ils aient un toit, de quoi manger et pour ceux qui sont encore jeunes soient envoyés à l'école et les adultes bénéficiaires de formation des métiers. [Rtnb] Santé - La ministre de la Santé publique et de la Lutte contre le Sida affirme que l'épidémie de choléra ne s'observe plus grâce à la sensibilisation contre ce fléau que ce ministère a menée. La population est toujours vigilante et de suivre les règles d'hygiène. [Bonesha] Gouvernance - Une nouvelle révision dans l'affaire des cahiers de Picfare. Cette société a révisé aux députés ougandais qui étaient venus enquêter sur la question que le Burundi a bénéficié de 300.000 tricotés dans ce cadre d'achat de matériel scolaire. [Rpa] Environnement - Le ministre de l'Environnement fait savoir que les réalisations de son ministère ont atteint un niveau satisfaisant durant cette année 2011. Il a atteint 87% du budget qui lui était alloué. Entre autres réalisation, plus de 1000 ha parmi les 9000 qui avaient été confisqués à l'Etat lui ont été remis. Le ministre a aussi tenu à indiquer que les habitants de Gasebient ont été encouragés vers Maramvya et que le processus d'indemnisation se déroule très bien. [Rtnb/Rtr] Défense - Passation du test d'entrée à l'Institut Supérieur des Cadres Militaires. Les candidats étaient au nombre de 190 mais se sont pas présentés pour diverses raisons. Parmi les 186 qui se sont présentés pour le test d'entrée, il y avait 16 garçons et 23 filles. Ils sont des Hutu, des Tutsi et un Twa originaire de Makamba. Les critères de sélection se basent sur l'appartenance ethnique et provinciale. Ils vont subir aussi une évaluation sportive et un test médical. La proclamation est prévue ce lundi et une formation de cinq mois va aussitôt commencer. [Rtnb] Education- Les enseignants de la province de Cibitoke sont indignés des cotisations qui leur sont imposées par la direction provinciale de l'enseignement de Cibitoke pour la construction d'un bureau pour cette direction. Edouard Icishaka représentant de STEB dans cette province dit ne pas comprendre pourquoi les organisateurs de ce processus ne donnent pas de réponses à ceux qui cotisent. Ceci est pour cette organisation une façon de détourner cet argent. Le directeur provincial de l'enseignement fait savoir que cette mesure doit être respectée pour que cette direction ait ses propres bâtiments afin d'économiser mensuellement plus de 300.000FBu qu'elle dépense pour la location des bureaux. Les enseignants quant à eux disent ne pas comprendre le caractère obligatoire de cette contribution. [Rpa]